

# Rapport du Burundi

Novembre 2017



CIVIL SOCIETY  
**PLATFORM**  
FOR PEACEBUILDING  
AND STATEBUILDING



*Cibitoke, une des provinces du Burundi frontalière du R.D. Congo et du Rwanda où le Réseau Femmes et Paix s'était rendu pour un atelier sur la consolidation de la paix et la lutte contre les Violences Sexuelles Basées sur le Genre. Fév. 2016*



## Equipe pays

**Pays:** Burundi

**Point focal :** Pascasie  
Barampama, Réseau  
Femmes et Paix (RFP)

**Email:**  
rfpaix@yahoo.fr

**Tél:** +257 75 751 270

**Partenaires :** CORDAID,  
CECI, International Alert,  
11.11.11, OSCAR Project



Ensemble pour la paix

*Ce rapport a été rédigé en collaboration avec Madame Pascasie Barampama, Point Focal de la CSPPS au Burundi*

*Crédit Photos: Réseau Femmes et Paix (RFP)*

## Contexte

Réseau Femmes et Paix (RFP) est l'Organisation Point Focal de CSPPS au Burundi, pays membre du g7+. Le RFP a été fondé en Mars 1999. Ses stratégies d'intervention sont la mise en œuvre des projets sur le terrain par des organisations et des groupes membres, faciliter le travail en commun de la Société Civile et des médias, en collaboration avec les gouvernements locaux et l'intégration des dimensions de genre dans les projets. RFP a la vision d'un Burundi pacifique, riche et prospère où les femmes jouissent pleinement de leurs droits civiques, politiques, économiques et sociaux. Sa mission est de contribuer à la participation des femmes dans la poursuite de la recherche de la paix et de consolidation de la paix, et de promouvoir le développement au Burundi. Ses objectifs sont de travailler pour la participation effective des femmes dans les initiatives de consolidation de la paix et de la réconciliation, de renforcer les capacités économiques des femmes, pour défendre le gouvernement sur l'intégration du genre dans les programmes de développement du pays, pour éliminer la violence fondée sur le genre. Les stratégies d'intervention de RFP sont la paix et la sécurité, la bonne gouvernance, les droits humains et la réduction de la pauvreté.

## Evolution dans la Mise en Œuvre du New Deal

Relativement à la consolidation de la paix et au renforcement de l'Etat, le Burundi connaît aujourd'hui des signes de lueur d'espoir. Cela se remarque à travers la médiation régionale du dialogue co-pilotée par l'ex-président tanzanien Benjamin William Mkapa (médiateur adjoint) et le Chef d'Etat ougandais Yoweri Kaguta Museveni (médiateur en chef) agissant sous l'égide de East African Community(EAC). A titre d'exemple, Mkapa lui-même au mois de mai 2017 a visité le pays pour s'enquérir de la situation qui prévaut au Burundi, le nouvel Envoyé Spécial de l'ONU dans les pays de la sous-région Monsieur Michel KAFANDO vient de visiter plus de deux fois le Burundi au cours du mois de juin 2017. En date du 20 juillet 2017, le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a également effectué une visite d'Etat en Tanzanie pour rencontrer son homologue tanzanien, John Pombe Magufuli, depuis le coup d'Etat manqué de 2015. Toutes ces initiatives opérées visent à amener tous les acteurs internes et externes à participer à un dialogue inter- burundais sans condition pour ramener la paix et la sécurité.

*Tous ces initiatives opérées visent à amener tous les acteurs internes et externes à participer à un dialogue inter-burundais sans condition pour ramener la paix et la sécurité*

Sur le plan sécuritaire, une amélioration dans le sens positif est à souligner bien qu'on rapporte encore des violations des droits humains les plus fondamentaux notamment le droit à la vie. Toutefois, des ateliers/débats dans lesquels sont conviés les responsables du gouvernement sont organisés pour échanger sur les perspectives de sortie de crise et s'approprier la question des Droits de l'Homme. Selon le rapport de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme « CNIDH » les 18 derniers mois ont été marqué par une nette amélioration de la situation sécuritaire et des droits de l'homme à travers tout le territoire burundais et une diminution sensible des violations des droits humains particulièrement en ce qui concerne les arrestations et les cas de torture.

A propos du pilier FOCUS, compte tenu de la situation qui prévaut au Burundi, les efforts du gouvernement sont surtout focalisés sur l'amélioration de la sécurité et la promotion du dialogue inter-burundais. De ce fait une Evaluation de la fragilité du pays est difficile à envisager vu que le pays cherche encore des voies de sortie de la crise.

Concernant le principe TRUST, le contexte politico-social que connaît le pays ne favorise pas le financement des partenaires économiques au Burundi sur des secteurs supposés clés et par conséquent le pays se rabat aux impôts et taxes sur une population pauvre. Ce contexte a également beaucoup influencé le gel des financements aux organisations de la société civile, qui pour la plupart effectuaient le monitoring des activités de l'Etat en exigeant la transparence. Le manque de rapports sur les activités du gouvernement venant de différentes organisations concernées, ne produit pas des opinions variées sur la situation économique du pays.



*Bujumbura Rural, Gihosha, Groupe de travail et échanges sur le thème « autonomisation de la femme » - Mars 2017*

## Lien entre les Evaluations de la Fragilité et le Plan National de Développement (Compact)

Jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu d'études d'évaluation de la fragilité. Toutefois, le plan national de développement récemment élaboré et validé par le gouvernement tient compte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

## Domestication des ODD et leur mise en œuvre à travers les principes du New Deal

Le plan de domestication nationale des ODD qui était prévu par le gouvernement a été officiellement lancé par le 2<sup>ème</sup> vice-président du Burundi qui a plaidé pour la validation du rapport national de

*La validation du rapport national de priorisation des Objectifs de Développement Durable constituera une étape très importante et très attendue au Burundi*

priorisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Burundi pour la période 2016-2030. Le vice-président, en charge de la coordination des ministères socio-économiques au sein du gouvernement burundais intervenait à l'occasion d'une

cérémonie d'ouverture d'un atelier de validation du rapport national de priorisation des ODD au Burundi, élaboré en partenariat avec le Programme des Nations Unies au Burundi (PNUD). La validation de ce rapport national de priorisation des ODD, constituera donc une étape très importante et très attendue par le pays, dans la mesure où ce sera une bonne opportunité pour le Burundi, de se doter d'un document d'orientation pour le Développement durable.

Des actions antérieures de sensibilisation sur les ODD menées par l'Equipe pays de la CSPPS avant l'ouverture officielle du nouveau plan national de développement, laisse croire que la domestication des ODD est la première étape et la prise en considération des principes du New Deal l'accompagnera. Il s'avère indispensable de rappeler que l'Equipe pays de la CSPPS doit s'activer pour sensibiliser et faire un plaidoyer encore une fois auprès des acteurs concernés afin de se baser sur les principes des objectifs du New Deal dans la mise en œuvre du plan national de développement.

## La Jeunesse et le Genre dans la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat

L'inclusion des jeunes dans le processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat fait partie des domaines que le gouvernement a essayé de renforcer durant ce deuxième trimestre. A cet effet, une rencontre des jeunes sans distinction ethnique a été organisée afin de sensibiliser les jeunes sur le respect des Droits Humains et leurs devoirs en tant que citoyen burundais. De plus, à chaque atelier sous le thème de consolidation de la paix où différents acteurs sont invités, les associations des jeunes sont représentées pour apporter leurs contributions.

En ce qui concerne l'implication des femmes, le programme de consultations pour mettre en place un agenda des priorités des femmes en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat a été soutenu et à la fin validée par le ministère ayant le genre dans ses attributions. Ceci a également permis la représentation des femmes dans les instances de prise de décision et dans le dialogue inter-burundais

## Engagement de la Société Civile

Les organisations de la société civile regroupées au sein de la plateforme pour la mise en œuvre du New Deal sont actuellement reconnues et participent dans des conférences organisées par le gouvernement et d'autres associations pour la consolidation de la paix. Ceci permet à l'Equipe pays de la CSPPS d'être renseigné sur la domestication du New Deal et son appropriation nationale. Grâce à ces actions, le suivi de l'étape franchie est réalisé ainsi que la connaissance des perspectives à venir.



*Bujumbura, interview du Point Focal CSPPS par les média et journaux sur l'atelier de vulgarisation de l'ODD 16 – Juin 2016*

## Coalition de la Société Civile

Le Comité de Pilotage du New Deal (COFIL) au Burundi se réunit une fois le mois en session ordinaire et autant de fois que de besoin en session extraordinaire pour échanger sur les activités réalisées dans le cadre du New Deal, l'analyse de la situation du pays ainsi que les responsabilités du COFIL. Ces rencontres sont également un cadre de restitution des activités auxquelles ces organisations de la société civile ont participé. Au cours de ces réunions, l'organisation « Terre des Jeunes », point focal de la plateforme du Partenariat des Organisations de la Société Civile pour l'Efficacité du Développement (POED) nous a informé sur l'origine de 'Terre des Jeunes' et ses principales activités.

*La société civile qui jouait le rôle de prévention, de protection de défense des Droits Humains et d'être la voix des sans voix fait face à une situation où l'espace d'expression est réduit.*

Cette rencontre a également été une opportunité de faire une brève restitution au COFIL de la deuxième Réunion de Haut Niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement qui a eu lieu au Kenya (fin 2016), à laquelle Terre des Jeunes a participé. Le RFP a profité de l'occasion pour fournir quelques éclaircissements sur les activités de la CSPPS et les points habituellement exploités lors des réunions organisées par le Secretariat de la CSPPS.

Les organisations de la société civile membres sont conviées à une réunion une fois l'an pour une mise à jour sur les activités réalisées et à entreprendre. Eventuellement, des consultations sont faites lorsqu'il y a une activité à réaliser – le plus souvent, les consultations en ligne sont privilégiées. De plus, Pascasie (Point Focal de la CSPPS au Burundi) est en parfaite collaboration avec le Point Focal du gouvernement en matière du New Deal pour toute action nécessitant leur présence et contribution.

## Mécanisme d'Alerte Précoce

Compte tenu de la situation qui prévaut actuellement au Burundi, la société civile qui jouait le rôle de prévention, de protection de défense des Droits Humains et d'être la voix des sans voix fait face à une situation où l'espace d'expression est réduit. Afin d'améliorer la situation, un projet a été élaboré par le Réseau Femmes et Paix et envoyé à l'Union Africaine pour mettre en place un mécanisme d'alerte précoce. Néanmoins, les cas de violation des droits humains sont dénoncés par la société civile malgré les restrictions subies.



*Bujumbura, atelier d'échange sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat– Déc. 2014*

## Défis auxquels font face la Société Civile

La société civile qui était présumé contribuer au lobbying et au plaidoyer pour que le gouvernement mette en application les principes du New Deal et mécanismes de la consolidation de la paix, est confronté à des difficultés multidimensionnelles qui non seulement bloquent ses actions mais aussi ne permettent guère une participation effective dans les activités de planification du pays. Pour relever ces défis :

*Pour relever les défis, des négociations avec le gouvernement s'imposent afin d'élargir l'espace d'expression des organisations de la société civile et la réouverture de toutes les organisations de la société civile qui ont été fermées.*

- Les organisations de la société civile ont un haut potentiel de leadership qui, une fois renforcé, constituerait un moteur important en matière de lobbying et plaidoyer, renforcement de la Paix et de la cohésion sociale, ainsi que de défense des Droits de l'Homme.
- Dans l'optique de renforcer leurs actions, les organisations de la société civile devraient rester informées et travailler en consortium une fois invitée au dialogue inter-burundais afin d'apporter leurs contributions.
- Des négociations avec le gouvernement s'imposent afin d'élargir l'espace d'expression des organisations de la société civile et la réouverture de toutes les organisations de la société civile qui ont été fermées.
- Enfin, une coordination de l'Equipe pays conséquente pour garder les acquis et poursuivre un plaidoyer ciblé notamment par la tenue de réunion trimestrielle de toute l'équipe s'impose.

Avec les différentes actions ci-haut citées, l'Equipe pays de la CSPPS pourra influencer le gouvernement à faire sien les actions du New Deal et l'Equipe pays multiplier des actions dans la mise en œuvre des activités du New Deal et des Objectifs de Développement Durable. En outre, l'Equipe pays espère qu'une étude pour l'évaluation de la fragilité du pays sera réalisée.

### Calendrier d'activités

Mois	Description
Août	Lancement officielle du groupe femmes par le Ministre ayant le genre dans ses attributions
Septembre	Rencontre avec le PF Gouvernement pour échange sur la situation du pays dont l'idée est née de faire un projet sur la fragilité au Burundi
Septembre	Participation dans le focus group dans le cadre de la coopération qui est basé sur les priorités nationale en matière des ODD
Septembre	Atelier sur « Femme Burundaise incontournable dans le processus de paix telle qu'il est préconisé dans la R1325 du conseil de sécurité des Nations Unies »
Octobre	Prévue un voyage à Nairobi pour la rencontre des femmes du diaspora dans le but d'expliquer le processus de la mise en place de l'Agenda commun des femmes
Novembre	Vulgarisation de l'Agenda commun des femmes Burundaises dans le processus de consolidation de la paix